

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

Nous devons reconnaître que les gouvernements ne sont pas les seuls à emprunter. Le secteur privé, les agriculteurs, les pêcheurs, les gens d'affaires et les fabricants, cherchent tous à augmenter leur capital. Toutefois, lorsqu'il cherche à se procurer 29.2 milliards de dollars sur le marché des capitaux, le gouvernement fait monter les taux d'intérêt pour tout le monde. On le voit actuellement. Les taux d'intérêt, même s'ils sont plus bas qu'il y a un an, sont encore artificiellement élevés lorsqu'on les compare à la moyenne des dix dernières années. Le véritable créateur de richesse, le secteur privé, essaie de développer ses entreprises et de créer des emplois, mais ne peut pas le faire efficacement, car le gouvernement a écrémé tout l'argent bon marché pour les services publics, lesquels font l'usage le moins efficace du capital. Étant donné que les taux d'intérêt sont à la hausse, la création de nouvelles entreprises a fléchi, les statistiques le montrent, ce qui a un effet négatif sur l'emploi au Canada.

Je répète, monsieur le Président, que pour mon collègue d'en face, le gouvernement emprunte afin que nous puissions créer des simulacres d'emplois. Je vais faire comme les autres et demander de ces fonds pour des projets dans ma circonscription, mais j'ai hâte qu'il n'y ait plus de ces pseudo-programmes d'emplois, car il ne sert à rien de donner un travail de peinture à un étudiant qui se retrouve de nouveau sans emploi au terme du projet. Ce dont nous avons besoin c'est d'ouvrir des usines permanentes, de créer des emplois stables qui procurent de la richesse et permettent au gouvernement de percevoir des impôts. Voilà la vraie façon de satisfaire les besoins de notre société. Il nous faut le gros morceau.

Je n'arrive pas à comprendre pourquoi une toute petite île comme le Japon, qui possède peu de ressources à part les pêches et l'étain ainsi que des citoyens instruits, est la deuxième puissance économique dans le monde. Monsieur le Président, je me suis mal exprimé. J'ai dit que je ne savais pas comment, alors que bien au contraire je m'en doute parfaitement. Si les Japonais ont si bien réussi, c'est grâce à leur productivité; ces gens-là travaillent d'arrache-pied. Et que fait-on ici? Nous dressons tous les obstacles possibles et imaginables pour décourager nos concitoyens de travailler. Nous imposons un loyer de l'argent si élevé que plus personne ne cherche à emprunter pour développer son entreprise. Le ministère du Revenu joue à la Gestapo, harcelant les contribuables dans le but de garnir les coffres de l'État qui dépense. Les électeurs sont exaspérés chaque fois qu'ils ont affaire au gouvernement, à cause de ses tracasseries administratives et de son impéritie, et aussi du fait qu'ils savent pertinemment que le tiers de leur impôt est destiné au service de la dette; il n'est donc guère étonnant que l'économie périclite.

On ose à peine s'imaginer ce que feraient les Japonais si on leur confiait les destinées du pays. Les citoyens canadiens sont instruits; nous avons le tiers des réserves mondiales d'eau douce et des ressources naturelles considérables; pourtant nous n'arrivons pas à nous tirer d'affaire. De toute évidence, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au niveau du gouvernement, et la saine gestion fait défaut.

Ce serait intéressant, monsieur le Président, si plus de libéraux participaient au débat. Alors que le gouvernement

demande à la Chambre l'autorisation d'emprunter 29 milliards de dollars, c'est à peine si quelques-uns d'entre eux trouvent quelque chose à dire. L'ensemble des économistes, je le répète, reconnaissent que nous pouvons emprunter sans danger jusqu'à 2 p. 100 environ de notre produit national brut. Nous pourrions emprunter davantage si notre produit national brut était en voie d'augmenter. Mais le gouvernement demande cette fois-ci l'autorisation d'emprunter entre 5 et 8 p. 100 du produit national brut, et il ne se servira même pas de cet argent à des fins productives.

Nous sommes en pleine autoroute Turner. C'est en effet John Turner, l'ancien ministre des Finances, qui le premier nous a engagés dans cette voie. Il a inauguré une ère de dépenses plus grandes que tous ses devanciers. C'est John Turner qui nous avait le plus endettés jusque-là. C'est son budget qui a obligé tous les ministres des Finances après lui à lui emboîter le pas. Alors que certains préféreraient qu'il n'y ait pas de congrès à la direction du parti libéral, estimant que John Turner devrait être tout simplement oint chef, le fait est que le Canada se trouve à cause de lui dans une situation économique désespérée. C'est lui qui a montré la voie que le gouvernement suit depuis lors. Nous n'avons pas payé nos dettes. Nous croyons à tort, comme pays, que la prochaine génération pourra s'en charger. Un jour tout l'édifice économique va s'effondrer et la future génération devra acquitter la dette. C'est une réalité que les gens reconnaissent dans leur vie privée.

● (1550)

Les gouvernements ont un double espoir. Tout d'abord que la période d'inflation se prolonge. C'est une façon d'éponger une dette. Ce n'est certes pas un vœu louable. Ensuite, ils espèrent que toute l'économie va s'écrouler. Je devrais ajouter un troisième souhait, celui que les factures soient payées. En 16 ans, le gouvernement n'a jamais fait aucun effort pour payer ses comptes. Les dettes s'accumulent et, aujourd'hui, la dette globale accumulée est d'un peu moins de 200 milliards de dollars.

Vous me faites signe, monsieur le Président. Ce serait bien dommage que je doive conclure, car je n'ai pas encore terminé les deux premières pages de mes notes. Je ne faisais que me préparer à exposer tout ce que le gouvernement nous fait subir. Nous ne devons pas oublier que le Canada est l'un des pays les plus endettés au monde. Notre dette se compare à celles du Brésil et du Mexique. Plus que la majorité des pays, nous avons hypothéqué un fort pourcentage de notre richesse collective.

Tout à l'heure, j'ai dit qu'on prévoit qu'en mars 1985, la dette des États-Unis s'élèvera à 1.8 billion, soit une colonne de billets de \$1,000 haute de 120 milles. Nos vis-à-vis ministériels semblent être d'avis que la dette du Canada n'est pas de cette ampleur. Les États-Unis comptent plus de 200 millions d'habitants et le Canada en compte 24 millions. L'endettement par habitant au Canada est de 50 p. 100 plus élevé qu'aux États-Unis. Par conséquent, toute proportion gardée, notre dette est beaucoup plus élevée que la leur.